DE CHACUN SELON SES MOYENS A CHACUN SELON SES BESOINS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

LE COMBAT

SYNDICALISTE

C.N.T. A.I.T.

« Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, l'égalité politique sera un mensonge... »

Michel BAKOUNINE

10 MARS 1966
NUMERO 392
0,50 F LE NUMERO
38^e ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL • SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS • NOUVELLE SERIE

LE NOUVEL AGE

Grâce aux découvertes scientifiques, physiques, chimiques, mécaniques, aux sources d'énergie de plus en plus nombreuses, les moyens de production se sont multipliés. Nous sommes entrés dans un nouvel âge : l'âge de l'automatisation et de la cybernétique, c'est-à-dire que la production des calculs et d'un nombre déterminé d'objets, demande, aujourd'hui, moins de temps et moins de main-d'œuvre.

La « valeur-travail », en se déplaçant de l'homme sur la machine ou le complexe industriel, voit son taux baisser, et, par conséquent, le prix de revient.

La production des machines supprime une grande partie de la main-d'œuvre. L'énorme plus-value réalisée par cette automatisation n'étant pas distribuée en salaires, la somme totale du pouvoir d'achat distribué par les entreprises baisse avec l'accroissement de la productivité, avec les progrès de l'automatisation !

Le chômage technologique consécutif à l'accroissement de la productivité, au remplacement de la main-d'œuvre par la machine, pourrait être la source d'un grand bien-être si les profits résultant du travail automatique étaient rationnellement distribués aux travailleurs inactifs et aux retraités.

Il n'est, ni dans la volonté, ni dans l'esprit, ni dans les plans des tenants du profit, de sacrifier leurs dividendes à la satisfaction générale des besoins.

Si l'avenir est imprévisible, nous savons, dès aujourd'hui, que les forces économiques évolueront toujours plus vite vers une automatisation de tous les moyens de production.

C'est le cours normal du progrès. Il n'est pas question de l'interrompre, mais de le soumettre à l'organisation complète et humaine de tous les travailleurs et consommateurs associés sur un plan d'égalité économique et sociale.

Les Américains ont créé un immense service ou laboratoire technologique, où les plus grands spécialistes de la science et de l'industrie travaillent à découvrir l'orientation générale des forces économiques et des techniques de productivité.

A travers leurs travaux, ils ont calculé que dans les vingt ans à venir « si rien du côté des hommes n'intervient pour ralentir le progrès ou lui donner une orientation nouvelle », on prévoit :

Que la calculatrice électronique sera la reine.

Que des automatismes industriels rendront les efforts humains de moins en moins nécessaires.

Que ces efforts seront diminués de 25 %, c'est-à-dire d'un quart des effectifs actuels.

Que, avec la complicité de la main-d'œuvre industrielle, on produira des produits chimiques permettant des guerres anesthésiantes, paralysant les hommes et les techniques militaires.

Les Etats encourageront l'industrie des transports sidéraux qui deviendront d'une grande facilité, justifiant ainsi le maintien de l'austérité dans le présent pour assurer l'impérialisme de la Terre dans l'univers.

Le radar deviendra d'un usage individuel très courant, utilisable pour des actions utiles et de loisir.

LE CARNET D'ESOPE

LE NEGOCIE

Le gouvernement des Etats-Unis a entrepris l'offensive de paix. Cette fois-ci, c'est à l'O.N.U. que l'offensive se déclenche.

Les gouvernements américains pour prouver qu'ils désirent la paix ont intensifié les bombardements au Vietnam.

Comment pourraient-ils négocier une paix sans, au préalable, faire une guerre ?

On commence par massacrer tout un peuple et ensuite on demande à ce peuple s'il aimerait négocier.

Les magnats américains veulent commercialiser avec la paix. Les affaires sont les affaires.

Est-ce une faute si les Vietnamiens sont contre la spéculation ?

Il serait bon de savoir ce qu'en pensent les syndicats américains.

Lu dans la Volonté du commerce et de l'industrie de janvier 1966 :

LIBERTE SURVEILLEE

« Les négociants en vins et spiritueux se montrent très épris de la plus grande liberté du commerce sous réserve qu'elle soit suffisamment surveillée. »

Mais... en attendant cette mise en subordination chimique ou biologique qui peut être entravée à chaque instant par les appétits du profit et la fragilité des perspectives dans un monde engorgé par la productivité, que faisons-nous ?

Que deviendront les travailleurs soumis à des régimes d'austérité et de privations dans un monde engorgé par la productivité ?

Si le droit au travail ne peut s'exercer que par diminution de sa durée, si, d'autre part, cette diminution du temps de travail provoque la dégradation du profit, ce dernier se refusera certainement à prendre en charge la satisfaction générale des besoins, laissant toute cette charge à l'Etat, c'est-à-dire à charge par ce monstre de récupérer les frais de chômage sur la consommation des travailleurs.

C'est d'ailleurs déjà fait (avril 1965) : le gouvernement vient de dégrèver les dividendes de 50 % de leurs impositions !

Et quel est donc le service de sécurité sociale qui pourrait se substituer à l'irresponsabilité des entreprises ?

Si la sécurité sociale ne recueille pas les bénéfices de l'automatisation, où trouvera-t-elle le pouvoir d'achat à distribuer aux travailleurs inemployés ?

Quand le monde solvable sera saturé, les marchés mondiaux fermés à la concurrence et à la compétition ; quand sonnera l'heure de la mévente dans un monde réduit à la pauvreté parce que gorgé de richesses et de moyens de production ; quand les masses populaires seront livrées à des loisirs inconsommables par manque de pouvoir d'achat, que feront les travailleurs ?

En face de ces problèmes qui se posent dès aujourd'hui, que font les syndicats ?

Au cours de cette évolution dont ils

ne comprennent ni le sens, ni les battements, les syndicats continuent, dans la médiocrité de leur pensée, à tenir les mêmes propos qu'il y a 50 ans, à rechercher des réformes que le progrès a dépassées.

Ils recherchent des moyens d'action contre une évolution irréductible, fructueuse, si on veut et sait la dominer, catastrophique à court terme si l'on attend du profit qu'il laisse à la gratuité les services de distribution qu'il n'est pas dans sa nature de reconnaître et d'utiliser.

Le problème posé à l'humanité tout entière est pourtant celui-ci :

Etant donné les moyens de production actuels et possibles, la machine remplaçant le travail humain, est-il rationnel, logique et humain de ne pas satisfaire les besoins en les privant des productions des machines et des bénéfices du progrès ?

Le profit, qui a été le moteur de l'activité sociale, étant devenu le seul obstacle à la distribution de l'abondance, les travailleurs, éliminés dans leur rôle créateur, ont-ils le droit de s'emparer des machines et d'en faire les esclaves de leur devenir ?

Tel est le problème posé aux travailleurs par les victoires du progrès. La productivité est capable d'assurer la sécurité totale des travailleurs s'ils deviennent les maîtres des machines, les conducteurs de l'automatisation.

Et si les syndicalistes réformistes ou pro-étatiques s'efforcent de s'intégrer dans les systèmes capitalistes, c'est que, toute honte bue, leurs fonctionnaires, leurs bureaucrates trouvent davantage d'intérêt personnel à servir les maîtres que de fierté et de joie à conduire les travailleurs à la conquête de l'automatisation par l'abolition des « prix, salaires et profits ».

En ce monde du travail, où les esprits désorientés par les politiques ne

savent plus discerner la voie de leur libération, nous avons cru nécessaire d'apporter à tous nos camarades les suggestions d'un syndicalisme révolutionnaire et libertaire qui colle à l'évolution pour en dominer les arbitraires, lui arracher les conquêtes des siècles et en faire la jouissance des vivants.

La loi applicable date de 1881 et fait partie de cet ensemble de mesures prises par le gouvernement dans une période historique donnée et qui ne correspondent plus par la suite aux réalités sociales et politiques.

L'astuce gouvernementale consiste à faire voter des lois draconiennes (comme l'ensemble des « lois scélérates ») dans un moment d'agitation sociale qui permet qu'une majorité bourgeoise ou réformatrice, apporte ses suffrages. Par la suite, et bien que les conditions ne justifient plus les mesures prises, ces dernières demeurent en vigueur et permettent aux dirigeants, en toutes circonstances, de maintenir l'appareil destiné à museler l'expression oppositionnelle. Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

Pardonnez-nous nos offenses...

La revue « Censure » critique l'usage excessif que les pouvoirs de coercition du régime gaulliste font de la notion d'offense au chef de l'Etat. L'intéressé a le droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

La loi applicable date de 1881 et fait partie de cet ensemble de mesures prises par le gouvernement dans une période historique donnée et qui ne correspondent plus par la suite aux réalités sociales et politiques.

L'astuce gouvernementale consiste à faire voter des lois draconiennes (comme l'ensemble des « lois scélérates ») dans un moment d'agitation sociale qui permet qu'une majorité bourgeoise ou réformatrice, apporte ses suffrages. Par la suite, et bien que les conditions ne justifient plus les mesures prises, ces dernières demeurent en vigueur et permettent aux dirigeants, en toutes circonstances, de maintenir l'appareil destiné à museler l'expression oppositionnelle. Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

On constatera le zèle du régime gaulliste : pour neuf condamnations en quatre-vingt-deux ans (troisième et quatrième Républiques), il en aurait eu plus de trois cents depuis 1958.

Il est étrange qu'aucun groupe par-

lémentaire à tendance « socialisante » ne se soit jusqu'à présent préoccupé d'abolir un certain nombre de lois votées il y a cent ans et qui constituent une atteinte au droit d'expression et à la liberté de pensée et d'écriture.

En ce qui concerne la notion d'« offense au chef de l'Etat », elle peut s'exprimer par les moyens les plus divers, selon la loi : discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches. Comme dans toutes les lois « scélérates » la notion du délit est infiniment extensible, ce qui laisse toute latitude à l'appareil judiciaire répressif pour fonder son intervention et les sanctions prises.

Quant aux peines (trois mois à un an d'emprisonnement sans parler des amendes), elles apparaissent sans rapport avec le délit reproché.

Notre chef d'Etat souffrirait-il donc d'un complexe ?

L'institution du délit d'offense au chef de l'Etat répondait « au souci de sauvegarder la dignité de la fonction du chef de l'Etat, fonction éminemment représentative mais irresponsable », nous dit-on.

Or, la cour de cassation a estimé, récemment, que l'imputation diffamatoire pourrait être reconnue tant dans l'exercice de la magistrature de l'Etat que dans « la vie privée du président de la République ».

La contradiction n'échappera à personne. Elle s'exprime dans le fait que « la simple relation d'un fait historique peut revêtir un caractère offensant dès lors qu'elle contredit l'histoire officielle ». En fait, c'est la libre critique elle-même qu'on interdit dans le cadre d'un régime prétendu « démocratique ».

Le refus des organes de coercition néo-bourgeois d'établir une distinction entre la fonction exercée par le chef de l'Etat et ce qui touche à sa vie privée laisse assez voir qu'ils identifient l'individu et sa fonction et soulignent le caractère dictatorial du régime.

En réalité, le capitalisme tient à sauvegarder les superstructures politiques qui assurent sa domination et, à partir du « culte de la personnalité », affirme l'immuabilité des principes d'autorité et de hiérarchie, inséparables d'une économie de profits individuels.

D'un côté, libéré pour les capitalistes d'exploiter les classes laborieuses en vue de la réalisation de profits et sans tenir compte des nécessités de la consommation collective. De l'autre, un appareil étatique puissant fondé sur le principe d'autorité et susceptible de maintenir, par tous les moyens coercitifs, la hiérarchie des classes.

Nous réclamons tout le contraire, c'est-à-dire la liberté totale d'expression pour les individus et l'égalité en ce qui concerne les moyens de cette expression d'une part ; orientation de l'économie vers la satisfaction des besoins réels selon les possibilités de la production, par l'abolition de la propriété privée et la collectivisation intégrale des moyens de production, d'autre part.

Dans une telle organisation sociale, axée sur le fédéralisme et l'autogestion, l'Etat centraliste, dont le rôle se résume à être le policier du capitalisme, doit faire place à un simple organisme de coordination n'ayant aucun pouvoir politique.

La société de demain, le collectivisme anarchiste, balayera l'Etat néo-capitaliste... et son chef avec.

CRIXUS

L'HUMOUR EN VRAC

TREN

ANTENENA

MANIFESTACION DE TIRANIA

VALENCIA.—El Tribunal de orden público ha condenado por asociación ilegal y propaganda ilícita, a Timoteo Ruiz Sánchez a DIECIOCHO AÑOS y SEIS MESES de presidio y a 90.000 pesetas de multa; a otros inculcados (hasta veinticuatro) la pena infligida les va de CUATRO MESES a QUINCE AÑOS de cárcel, con 25.000 pesetas de multa. A las dos mujeres implicadas en este vergonzoso proceso el tribunal les ha impuesto SIETE AÑOS de cárcel y 57.000 pesetas de multa y TRES AÑOS y CUATRO MESES de encierro y 25.000 pesetas de cargas judiciales, respectivamente.

Una vergüenza de justicia y una pieza maestra de tiranía franquista. Con respecto a este proceso, «Le Monde» informa que la Asociación Internacional de Juristas Demócratas estima que «la manera cómo se ha preparado este proceso, las torturas y las amenazas de que los acusados han sido objeto durante los interrogatorios, las calificaciones inexactas de los hechos de que se les acusa, así como la extrema severidad de las penas solicitadas, constituyen violaciones flagrantes de los principios de la Declaración Universal de los Derechos del Hombre y del Derecho Interno español que prevé pena de seis meses a tres años de cárcel para estos casos».

LA BOMBA

ALMERIA.—Está formalmente desmentido que la bomba atómica perdida en un accidente de aviación haya sido encontrada. Contrariamente, no se evidencia rastro de la misma a pesar de las numerosas unidades marítimas y aéreas desplegadas en la búsqueda del artefacto. El paisanaje de la comarca afectada es severamente controlado por los médicos para captar posibles irradiaciones atómicas en cuerpos humanos. En un alarde de presunción, el embajador americano Angier Biddle Duke y el ministro Fraga Iribarne se han ofrecido para tomar un baño de mar en el lugar afectado para demostrar que en dichas aguas no existe irradiación atómica alguna. Sin embargo, nadie como pescado de tal sitio ni siquiera productos agrícolas de la comarca, puesta en sospecha por los españoles.

REAPARICION Y DESAPARICION DE DENCAS

PARIS.—La «Associated Press» comunica que el doctor Josep Dencas, que fue consejero de Gobernación de la Generalitat de Catalunya, ha fallecido en Tángier a los 65 años. Refugiado en Francia durante toda la guerra, fue médico de la Resistencia Francesa. En 1949 se instaló en la ciudad marroquí citada.

METALURGICOS EN HUELGA

SAN SEBASTIAN.—Desde el martes 3.500 metalúrgicos de Zumarraga (Gulpuzcoa) se niegan a trabajar. La huelga la ha motivado el despido de dos representantes sindicales que reclamaban para sus compañeros un aumento de salario y veinte días de vacaciones anuales pagadas.

FUEGO EN LA BARBA DE CASTRO

BILBAO.—El buque factoría «Pargog», de 700 toneladas, ardió en los astilleros de la Maritima de «Ape», en Udondo (Erandio-Vizcaya). Este barco se estaba construyendo dentro del programa concertado con Cuba. Este es el cuarto barco cubano siniestrado durante su construcción. El primero fue el «13 de Mayo»; el segundo, el «La Plata», y le siguió el «UMBRAL».

UMBRAL

Sumario del número 50: E. Valls: HOMENAJE A RO-MAIN ROLLAND. EL RES-PLANDOR UNIVERSAL DE UNA CONCIENCIA LIBRE. Ignacio Chiapuzco: LIBRE-ANÁLISIS DE LOS MECANISMOS DEL SISTEMA CAPITALISTA. Max Nettlau: RESPUESTA A UNA INTERROGANTE VI-TAL. José Viadur: ADALIDES DE LA LIBERTAD. GABRIEL ALOMAR. Griselda Alvarez: TRIPTICO DE PRIMAVERA (poesía). Víctor García: CAMINO DE LOS «BEST SELLERS». EL ANARQUISMO, AVENTURA PROMISORA PARA EL EDITORIALISTA. Jack London (versión española de Fernando Valera): CHUN AH CHUN, O CHINOS Y AMERICANOS ANTES DE MAO. J. Carmona Blanco: LA ISLA DE LAS TORTUGAS (cuento). J. F. LECTURAS. Gabriel Chevalier: BIOGRAFIA CASTRENSE. Camilo Berneri: EL CRISTIANISMO Y EL TRABAJO. Cristóbal del Campo: POE-MAS. Sonia Leonhardt: HOY (poesía). Fabián Moro: DESCONOCIDA Y NUNCA TAN MALPARADA. AVENTURA DE DON QUIJOTE Y SANCHO PAN-ZA. Noticiario, libros, fotografías, dibujos. En la portada, Romain Rolland dibujado por Mario. Un franco en toda Francia.

CRÓNICA INTERNACIONAL

GREGORIO QUINTANA

AL NIVEL DE LOS PORCINOS

La ciencia experimental constituye seria base de referencias sometidas siempre a prueba y revisión. Sus resultados se ajustan al medio en que las experiencias se realizan, a los deseos de observación y de objetividad de los practicantes y al grado evolutivo —mental— de quienes rompen moldes tradicionales y toda suerte de prejuicios de especie, raza, casta y los millares de diferenciaciones de todo orden y calibre que existe entre todos los seres de la escala zoológica.

Ya no es discutida la inteligencia de los elefantes, a los que se atribuye secular memoria, se ofrece a la curiosidad pública en reportajes adecuados, las pruebas visibles de la inteligencia de los delfines, utilizados por la marina norteamericana para la exploración de los fondos submarinos y en barcas de socorro a los buzos, amén de notables pruebas de equilibrio y de exhibición que hacen las delicias de los espectadores. Se dan referencias de la inteligencia de los perros, de los gatos, de los ratones, de especies mamíferas y de volátiles. Un pez amaestrado, llamado Próspero, constituye una de las atracciones del Mediterráneo.

Estos días se dio referencia de un fabricante de muebles norteamericano que empleaba a monos en las operaciones de montaje. Ocurrió que los monos, menos esclavos que el hombre y menos disciplinados, se pusieron a jugar un día y destruyeron el fruto del trabajo de varias semanas. El aprovechado patrón hubo de licenciarlos. No sabemos si los monos en cuestión cobran ahora las ventajas atribuidas a ciertas categorías de parados forzosos, como es de uso con el bipedo implume llamado hombre.

En la Universidad de Queensland (Australia), un profesor de genética animal, el doctor Glen Mac Bride, inició en 1930 una serie de experiencias acerca del comportamiento social de los cerdos. Los investigadores anotaron sus resultados, comprobando que el cerdo se comporta socialmente ni más ni menos que de la manera que se comportan los hombres, usa otra especie zoológica que se sitúa en el alto de la cuenta de valores.

«Tomemos, por ejemplo —dice el doctor Mac Bride—, el problema de la discriminación social, que probablemente es hoy el más importante problema mundial. Hemos llegado a comprobar que entre las aves, la discriminación entre razas y familias llega a un grado agudo. Las gallinas de razas diferentes manifiestan animadversión violenta, llegando a combatir entre ellas si se las mezcla en un mismo gallinero. Cuando se cansan de pelearse se recluyen por sí mismas en «grupos sociales». Descubriendo sus motivaciones básicas, cosa que nos interesa porque emocionalmente nos hallamos implicados en el mismo problema, podremos descubrir la verdadera razón de la discriminación social entre los humanos».

Las observaciones realizadas en estos cinco años demuestran que los cerdos se dividen entre sí jerárquicamente a partir de sus tres o cuatro semanas de edad, después de combates que «estilifican» a los más fuertes, más inteligentes o mejor dotados. Los grupos contenidos a vivir en espacios reducidos, amontonados, pierden peso, tienen un carácter agriado y hasta contraen úlceras en el estómago. Se observó también que en todos los animales gregarios existe un sentido pronunciado de la atracción y de la repulsión.

Ni más ni menos que los hombres, gregarios también y tasados, en su condición de seres sometidos a forzada sociabilidad.

Comienzan por dividirse los hombres de todas las razas y de todos los países en explotados y en explotadores. En algunos países tal situación es tan aguda, que puede afirmarse, sin hipérbolo, que la división se establece entre los ahitos y los hambrientos. En la India existen 804 «castas» diferenciadas, llegando hasta los «intocables». En Rodésia, en toda África del Sur, en Estados Unidos, la división de razas produce estragos y choques sangrientos. En Liberia, por contraste, sólo los negros de piel pueden acceder a funciones públicas y jerárquicas. En fin, en 54 Estados, sobre los 117 Estados miembros de la O.N.U., se practican métodos y formas de discriminación entre sus propios nativos.

India, Pakistán, Birmania, que agrupan 500 millones de seres se hallan en discriminación permanente con casi un millón de castas y subcastas divisorias. Amén de las divisiones religiosas. Y en Rusia y en Yugoslavia se «dividen» a los que piensan y a los que escriben sin respetar los cánones oficiales. En Israel, Chipre, Etiopía, Indonesia, Malí, Nigeria,

Filipinas, Sedán, Tanageria, las diferentes religiones y sus respectivas prácticas, constituyen palpitantes razones de discriminación latente.

En Suiza hay discriminación sexual, en el sentido de que a la mujer no se le conceden los mismos derechos que al hombre. No hablemos de Turquía y todo el conglomerado musulmán.

Chipre se halla en guerra por nacionalismos que no se fusionan a causa de presiones políticas externas. Se observa en Grecia que el tipo corriente acusa rasgos que testimonian de la ocupación griega. En Bélgica la división es lingüística. En Suecia, ciertos territorios del Gran Norte se hallan reservados desde 1928 a uso exclusivo de los lapones.

En Brasil conviven armoniosamente todas las razas, en conjunto sometidos a otras intemperancias que les dividen entre sí mismos.

En África tropical y ecuatorial se declina a los pigmeos, sin que a nadie se le ocurra crear un «parque» para su conservación, como se hace en Kenia para conservar ciertas especies de fieras indomesticables y al domesticado elefante.

Desde luego, en toda la extensión del África los negros se están merendando mutuamente, en gran lujo de golpes de Estado. En Siria se fusila a los comunistas y en España se encarcela a los opositores de Franco, cosa que es corriente en todas las latitudes y en todos los meridianos. Cuba, Santo Domingo, Haití y otros rincones paradisíacos, constituyen focos de autoexterminio. En Portugal se tortura o se liquida a los anti-salazaristas. En Asia se mantienen las guerras de agresión, de contraagresión, defensivas y ofensivas, contra la voluntad incluso de los propios asiáticos.

En todos los países del mundo se llega a extremos diversos en las luchas entre facciones y partidos, al margen de las luchas de clase y de las diversas convicciones religiosas. Se disputa entre gentes de la misma condición, de confesión idéntica y de mismo partido u organización. En resumen, en todos los extremos del globo, los hombres que somos nos comportamos al nivel de los porcinos, grados más o grados menos.

Es que tal vez y ocupados en estudiar el comportamiento de aquellos que consideramos inferiores, nos escapa la visión de nuestro propio comportamiento. No se para mientes en que el hombre se halla auconediado por problemas absurdos como son la riqueza acumulada, no la virtual y efectiva, el racismo, el chauvinismo y, sobre todo, la jerarquía y de la superstición.

LA MUERTE DEL APOSTATA

Impusieron a Sócrates la cicuta quienes no logran vencer su condición moral. Pero de aquellos nadie se acuerda, tal y tan ínfimas eran sus convicciones, su ciencia y su valor. Petronio murió burlándose del tirano que le impuso el suicidio, seguro estaba que Nerón quedaría pronto como vulgar piltrafa al pie del Olimpo.

Como vulgar piltrafa, como estropajo viejo, después de cumplidos todos los «servicios», quedó Kravchenko, perdido en el multicolor paraíso dolariano. Suspiró para todos aquellos que no aceptan el comunismo rojo por convicción moral, no por «poses» o por oportunismo, no llegó jamás, Kravchenko, a obtener la confianza de quienes le acogieron con curiosidad y con aprovechado júbilo, para dejarle «colgado» una vez que el límn dejó su última gota de zumo.

Para su desgracia, no pasó Kravchenko la línea de todos aquellos turiferarios que clamaron y clamaron contra el «comunismo» por servilismo al dólar, sin otra convicción que la que alimenta al más vulgar de los oficios: amanuenses curvados ante la voluntad del amo. Cobró sus treinta dineros y como Judas Iscariote quedó pronto sin destino y sin rincón donde recoger humano afecto, respeto y condición de hombre libre. Su último gesto respondió a un frenesí de amargura o tal vez a un postrer despertar de su conciencia. En realidad, muerto estaba ya antes de suicidarse. A la inversa de Sócrates o de Petronio que «viven» a través de los siglos, Kravchenko será pronto olvidado de sus amos de una hora y de aquellos a quienes abandonó.

Avisó a todos aquellos que continúan rindiendo holocausto y pleitesía Moloch del momento. Puede ésto caer y arrastrarse ignominiosamente. Puede cambiar de faz y olvidar, como a Kravchenko, a todos los serviles que hoy alfombran sus pasos. La dignidad del hombre no se mide en dólares ni en rublos. Ni en posturas o posiciones dictadas por el servilismo.

Humanismo de Luis Buñuel

Luis Buñuel es el único cineasta que jamás se ha dejado engañar por aquellos que tienen como trabajo esencial apropiarse de toda substancia corrosiva. ADO KYROU

SIMPLEMENTE, lo que Ado Kyrou —uno de los más caústicos defensores y admiradores de la obra de Luis Buñuel— dice al comienzo de un ensayo sobre este realizado, es que pocos hombres como Buñuel han sostenido una fidelidad más invencible hacia su propio trabajo y han hecho de la autenticidad una materia viva para nutrir su fuente creadora. Y más aún, no podíamos negar, sin traicionarlo, otro aspecto de la verdad que envuelve la obra de Buñuel, tal vez la cualidad más corrientemente destacada por sus críticos: una implacable fidelidad a su época. Buñuel es, a nuestro juicio, el humanista por excelencia, pues entendemos por humanismo el concierto de la Acción Directa, el Papa Pablo VI declaró, a fines de enero último, que está dispuesto a ir a la acción directa para lograr la paz en el Vietnam.

EN OULLINS Organizado por la sección de Oullins de S.I.A. con el concurso de las Juventudes Libertarias de Lyon, el domingo 13 de marzo de 1966, se celebrará, a las 14.30, en la Maison du Peuple de Oullins, un gran festival de variedades, en el que se podrá aplaudir entre otros números el renombrado grupo «Karolinka» en sus bailes polacos, y al grupo artístico de «Amicale laïque de Millery» en balles clásicos.

este film muy cerca de la sonoridad estética de La edad de oro. Buñuel no se propone desencadenar el escándalo gratuitamente, nada puede ser para él más desesperanzado que lo gratuito. Los críticos no se han cansado de hablar de escándalo y de denuncia, y se han equivocado. Buñuel no se ha propuesto jamás suscitar el escándalo o la acusación. Es un humanista para quien sólo le basta señalar y describir los hechos. Si esos hechos son la corrupción y la decadencia de nuestra civilización, eso para él no tiene mayores implicaciones. Y, además, el escándalo es una reacción típicamente burguesa que nace de la hipocresía, en razón de su propia condición. En Celestina, esa condición es la servidumbre, en los amantes de la cotidianeidad. Buñuel ha trazado y cumplido un círculo vital, en donde los héroes, por su propia condición, toman la exacta medida de sus existencias, de lo irrisorio de sus destinos frente al destino global de la sociedad condenada por una gangrena. Los personajes del Diario, esa colección de escorbos humanos que habitan dentro de sobrevivencias del feudalismo, simbolizan una suerte de imposición o un aspecto frustrado de la rebeldía. La rebeldía de Celestina terminará bien pronto dentro del orden que ella desprecia. Josep, por su parte, intenta un acto carteresco para situarse por encima de sus viejos patrones, y abraza el fascismo. Es posible lo que considera podredumbre y decadencia. Es por eso que creemos a

vigor del Diario, sostengan que este film está resucitando temas muertos. Nada hay dentro del humanismo de Buñuel que tenga sospecha de caducidad, porque los contrasentidos, las abyecciones, la confusión de nuestra sociedad son inextinguibles. Y Buñuel, en último término, sólo intenta desnudar el perfil agrietado de ese mundo. Podemos citar nuevamente a Kyrou: Tanto los primeros como los últimos films de Buñuel son artefactos que estallan, en las manos de nuestros enemigos.

Caracas. L. P.

Las riadas causan estragos en las riberas, igual que el desbordamiento palabrero produce desarreglo en las relaciones humanas. El diálogo será posible si el que habla sabrá escuchar y el que escucha podrá responder. La conversación será fructífera si los conversadores la entablan para saber, aportar y aclarar. Cuando dos hablan al unísono, cuando el interelator no admite ser interpeorado, cuando el orador solaménto quiere ser oído, no hay entendimiento posible. Una esencia natural puede producir sonidos musicales dentro de su monotonía. Una catarsis de palabras sin ser servida, se equivale al ruido percutir al arma de Artillería. Diez horas de percepción vocal intensa producen disgusto, neuralgia e insomnio.

España al día

LOS METALURGICOS MADRILEÑOS

Dice «Le Monde» que «La Comisión de representantes de los Sindicatos obreros de la metalurgia madrileña, ha enviado una carta al señor Solís, delegado nacional de Sindicatos, denunciando a los sindicatos «verticales» que «con sus once millones de afiliados obligatorios y su presupuesto anual de miles de millones, no han sabido resolver el problema de las garantías de que deberían gozar los representantes sindicales obreros». Estos, no sólo son despedidos implacablemente cuando así les place a los patronos, sino que se les cierra las puertas de las restantes fábricas. En Madrid, las «listas negras» pasan por manos de los patronos; y en ellas constan los nombres de los obreros despedidos. En la «Lanz Ibérica» se designaron por los obreros durante las elecciones de 1963, 36 delegados, de los cuales 22 han sido despedidos. La Comisión Metalúrgica estima que el Sindicato «Vertical» actúa de cómplice y dice al señor Solís que si no se adoptan medidas prácticas, los metalúrgicos se defenderán al margen del Sindicato.

«Por su parte, los 1.439 obreros de la fábrica «Perkins Hispania S. A.» de Madrid, efectuaron una marcha silenciosa como protesta y advertencia al objeto de llamar la atención sobre la actitud del nuevo presidente del Consejo de Administración, señor Gaiher subido inglés. De hecho la empresa la controla la Massey-Ferguson que no sólo se niega a tratar con los representantes obreros sindicales españoles «sino que, además, nos tratan como si España fuese una colonia», como si la ofensa de Gibraltar no fuese suficiente», así se dice en una hoja repartida en la factoría.

LA LEGALIZACION FINGIDA

«Prendiendo en público que esta vez va de veras, que esta vez se va a resolver la cuadratura del círculo en materia social, continúan desde hace muchas semanas en las Cortes de Madrid elaborando una nueva legislación sobre las huelgas.

«La tarea ha resultado demasiado difícil hasta para los especialistas de la astucia y de los trucos, pagando así, aunque sea sólo con un gesto, un tributo a la modernización que exige el desarrollo del país.

«Se trata de conciliar en un solo texto jurídico a muchos intereses, tendencias y presiones contradictorias dentro del conglomerado del régimen franquista.

«Sin dejar de hacer concesiones verbales a los diversos clanes que compiten por su reputación social en nombre de sus variados conceptos sobre un franquismo modernista, no hay que olvidar a los tecnócratas, a los opusdeistas, a los banqueros, a los empresarios grandes y pequeños, a los latifundistas, a los verticales, a los «duros» y a los «blandos». Hay que sostener la dictadura y hacer por otra parte, reverencias graciosas en dirección de los diversos europeístas y demás representantes de instituciones internacionales que continuamente transmiten las presiones y exigencias que Europa y el mundo entero ejercen sobre el envejecido régimen dictatorial.

«Hay que estar prevenidos para cuando todo el aparato represivo de la dictadura tenga que enfrentarse con una marea de huelgas obreras. Justamente por eso las huelgas se «legalizan»... para seguir impidiéndolas.»

(Del Boletín Metalúrgico de Francofort.)

LA «CRUZADA» NOS HA TRAIDO EL «PLURIENCHUFE»

MADRID (OPE). — En tiempos de la República algunos monárquicos se dedicaron a acusar a sus oponentes de «enchufismo», es decir de cobrar por un servicio que no prestaban... Ahora, «Informaciones», ha dedicado una crónica en la que dice que se habla mucho del pluriempleo, de su justificación actual y de la necesidad de que desaparezca en un futuro próximo gracias a unas justas medidas retributivas.

Y más abajo añade: «Si el pluriempleo está basado y justificado en unas necesidades, no es éste, corrientemente, el caso del «plurienchufe». El «pluriempleo» que necesita ganar más para vivir, se las ignora muchas veces a costa de su descanso, para atender totalmente por lo menos en lo que a horas se refiere, a los trabajos que tiene obligación de atender. No le queda otro remedio. El «plurienchufista», en

cambio, llega incluso a ser en algunos lugares el funcionario desconocido. Justifica sus ausencias, precisamente, en que no puede estar al mismo tiempo «allí» y «allá» porque está en otro lugar de mayor nivel y responsabilidad, según él estima. No le conocen quienes deberían ser sus compañeros de trabajo y si quienes están encargados de las nóminas. En ese lugar de mayor responsabilidad y nivel percibe un sueldo elevado y las otras nóminas no están justificadas en una situación de necesidad. Ocupa, por tanto, unos puestos de trabajo en los que no trabaja, cobra un dinero por no trabajar e impide que otros trabajen allí y cobren por lo que trabajan.»

LA NUEVA LEY DE PRENSA

MADRID (OPE). — «Juan Aparicio ha estado con nosotros en la festividad de San Francisco de Sales —dice la revista «Vida Nueva» en su sección de «Punto, Raya, Punto». El ex director general de Prensa, fundador de las Escuelas oficiales de Periodismo de Madrid y Barcelona, periodista de honor y una de las voces más escuchadas y contundentes de la Comisión en los debates de la Ley de Prensa e Imprenta en las Cortes españolas, es un hombre de polémica. «¿Cree necesaria una Ley de Prensa?»

«Para leyes, ya está la Ley de Dios. Y los mandamientos de la Santa Madre Iglesia, acomodada al Concilio.

«Pero, si Dios no lo remedia, ley tendremos. ¿Le gusta lo que, es de suponer, aprobarán las Cortes?»

«Durante todas las sesiones he repetido mi opinión de que, a pesar de sus buenisimas intenciones, es una ley anticuada, anacrónica y ambigua. Para redondear el primer criterio, me atreveré a decir que, hasta cierto punto, es una ley sagastiana, porque conserva la reminiscencia del depósito previo de los ejemplares impuesto por don Práxedes Mateo Sagasta en su Ley de Imprenta de 1883 hasta ahora vigente, pero sin aplicación en lo que se refiere a la presentación anticipada de los periódicos o de las páginas impresas. Sin embargo, ahora vivimos en la era de los «Sputnik» y de los satélites artificiales, transmisores de noticias, mediante las cuales la censura será imposible. En cuanto a su ambigüedad, radica en pretender ser una apertura a la libertad, y después se llena de recelos y tenciones, tomándose las mayores precauciones y cautelas.»

Servicio de Librería

Table with 2 columns: Title and Price. Includes 'Nuestras Ediciones Francos', 'Crónica de una revolución', 'Conversiones Libertarias', etc.

LIBROS ESPECIALMENTE RECOMENDADOS

Table with 2 columns: Author/Title and Price. Includes 'Francis Russell: L'Affaire Sacco-Vanzetti', 'Nicolas Stoinoff: Un centenaire', 'Han Ryner: J'ai nom Ettacln', etc.

DE L'ANOIA AL SENA SENSE PRESSA. — Advertimos a los compañeros que solicitan paquete que no es obligado el pago por anticipado. El mismo fue propuesto para asegurarnos un número satisfactorio de suscripciones, las cuales llegan en este momento a docientas. Actualmente la obra se está imprimiendo, creyendo que a principios de abril podrá ser servida. Las últimas aportaciones recibidas se refieren a F. Barnés, París, a J. García, Gap, y G. Mensa, Aubervilliers.

DISCOS

Aún no está definido si es peor el suplicio del torno o el del palabreo palabrero produce desarreglo en las relaciones humanas. Tédolos, comunistas y sacamuelas nos amargan la existencia con tanta temática, dialéctica y retórica. Y tan hermosa como es la palabra, breve y substancial. Se ha hablado de Quintanilla, hombre distinguido por la brevedad y exactitud de sus escritos. Estaba en el camino de Mella, nuestro Ricardo; no el Mella de los carlistas, que necesitaba cinco horas de expresión por no decir nada. Se dice de un escritor que hubo de excusarse por un escrito largo. «Perdón —apostilló—. No he tenido tiempo de hacerlo más corto.» Jamás a los oradores excoestros se les ocurre un gesto similar de galateísmo.

Municipios libres y juventudes libertarias

por Andrés Martínez

COMO el tiempo me sobra en este periodo de enfermedad y de convalecencia, he vuelto a leer el magnífico estudio «Los municipios libres», del compañero Antonio Vidal, publicado recientemente en «Espoir». He repetido su lectura porque contenidos tan sabrosos no se encuentran ya en nuestra prensa (prensa esencialmente social y sindicalista; prensa intrínsecamente libertaria, no la olvidemos) con la asiduidad que, a mi modesto entender, debiera producirse.

No creo que se cometa la imprudencia de argüírseme que los fieles lectores de «Espoir», «Combato» o «Tierra y Libertad» somos los mismos de hace treinta, cuarenta o cincuenta años y que, por lo tanto, nada nos queda ya por saber o aprender; o que las circunstancias no se prestan a revisar añejas preocupaciones. Y no se cometerá tal imprudencia porque es notorio que si esas preocupaciones absorbieron en aquellos lejanos entonces un sector escogido (por inquietud y entusiasmo individual) del conglomerado anarquista español y no al conjunto, hoy reducido a un sector a reducida expresión cuantitativa, no quedamos, en realidad, más que una mayoría de cenicientos sinceros, sin duda alguna, pero de comunistas libertarios a quienes se nos pondría en un grave compromiso si se nos diesen amplias facilidades para instaurar nuestro ideal en cualquier lugar de la Tierra.

Y como así es y no de otro modo, desgraciadamente, yo me felicito a mi mismo cada vez que el raro azar me regala con trabajos como el que ahora trato, porque sé que, pese a lo que ciertos enterados digan, ellos son los dados con más interés que éstos suponen.

nuestras «faltas» y «sobras» las estamos padeciendo desde los orígenes, al no introducir en nuestros hogares el primer empeño de afán proselitista que proseguido con amor, infatigablemente, habría aportado al anarquismo español esa savia joven, peluda de vida y de energía que se diluye hoy, estérilmente, en la masa amorfa de pueblos extranjeros imbutidos de pretensiones nacionales y abortados en sus problemas íntimos. (Si hiciéramos un cálculo objetivo entre nosotros, crearíamos soñar al constatar que con la sola aportación de nuestros hijos —de ambos sexos— y la continuidad humana que ellos producirían más tarde, las Juventudes Libertarias, Mujeres Libres, los grupos específicos y la Confederación Nacional del Trabajo poseerían en el exilio los elementos más idóneos y mejor constituidos que hayamos podido apreciar.)

Más si, en general, ya no hay solución viable a ese grave problema que hemos creado nosotros mismos (y que la historia no dejará de considerar como uno de los errores más considerables del exilio confederal), tiempo es aún de rectificar ciertos atavismos inoperantes, ciertas concepciones injustificables para dar impulso decisivo a inquietudes latentes e inyectar a nuestros actos y decisiones ese espíritu ambicioso —en el sentido más elevado de la acepción— que nos ha faltado hasta ahora.

Entre las tantas preocupaciones que deberian interesarnos, una de ellas es precisamente —siempre a mi modesto entender— la adopción de tipo ideológico, no ya en el amplio sentido filosófico, que a alguien pueda parecer árido e ininteligible, sino en su aspecto más sencillo y accesible (como es el caso de estos «Municipios libres» del compañero Vidal), cuya lectura pueda asimilarse fácilmente y sirva al mismo tiempo que de agradable entretenimiento, de iniciación progresiva a la cultura anarquista, siguiendo los senderos luminosos de una educación racional exenta de prejuicios y de convenciones capitalistas, limpia de absurdos religiosos y de desmesuras ególatras.

Esta publicación permanente podría estar encomendada a compañeros capacitados de nuestro Movimiento (no siempre el mismo o los mismos, para evitar redundancias); también se podría recurrir a teóricos y maestros del anarquismo internacional, cuyos nombres son citados a menudo sin otra trascendencia que el hitivo de algunas frases o de párrafos sueltos que nada dan a conocer de su obra. De los primeros, puede pedirse artículos de más o menos extensión; de los últimos, deberían publicarse libros íntegros en forma de folletos, susceptibles de poderse guardar recopilados.

Y por que en vena estoy de proposiciones, yo sugeriría, también, la publicación en nuestra prensa de temas sugestivos y variados, tratados a fondo: estudios sobre política y economía, sobre religión, sobre biología, sobre sexología, sobre el origen del mundo y del hombre... Sé que hay revistas y libros especializados que abordan esas cuestiones, pero no ignoro que son raros los miembros de nuestra colectividad que apelan a ellos. ¿Quién de nosotros, pues, eludiría la lectura de trabajos tan instructivos, si las páginas de cualquiera de nuestros periódicos los llevaban impresos? ¿Y por qué no suponer que ellos hacen también obra proselitista, al caer en manos de obreros españoles?

Joaquín Pérez, natural de la provincia de Castellón de la Plana, a los diecisiete años de edad se trasladó a Barcelona, formándose como militante en la popular barriada de Sans y actuando en la misma y en el Ramo del Agua del sindicato Fabril y Textil.

Forjador en el exilio, entre otros muchos compañeros, de la F. L. de Marsella, siempre se distinguió por su actividad anónima, por sus consecuencias en pro de la Organización y de las ideas libertarias.

Tenía cincuenta y ocho años y deja a su compañera y dos hijos aún menores de edad.

El entierro, civil, tuvo lugar el día 1.º de febrero, siendo una grandiosa manifestación de tanta concurrencia como asistió al mismo.

Vivía en la popular e hispanísima barriada de Saint-André, donde era querido por sus habitantes por el ejemplo constante que daba a todos por lo cual tanto acompañamiento a su última morada tuvo.

Gran cantidad de compañeros de trabajo y de la Organización acudieron igualmente al entierro, estando presentes en el mismo representantes orgánicos de las F. L. de Marsella y de Saint-Henri, como también de la Comisión de Relaciones del Núcleo de Froyenza.

Una más que nos deja y la lista, desgraciadamente, se va alargando. Sólo nos queda la esperanza a los que aún vivimos de pronto retornar a España, liberada del fascismo que la oprime, para asegurar la continuidad histórica y práctica de la C. N. T. y del Movimiento Libertario.

Una víctima más de la explotación del hombre por el hombre, aunque indirectamente. Un hombre que la C.N.T. pierde para siempre. Una pérdida irreparable para la F. L. de Marsella.

Aunque no nos leyeran, ten la seguridad de que, moralmente y solidariamente, nos abandonaremos a tu buena compañía y a tus hijos, a los cuales, así como a su familia de España, os acompañamos en el dolor.

El Secretariado

«Los municipios libres» del compañero Antonio Vidal me invitaron a una segunda visita, porque, además de lo antedicho, ellos tuvieron la virtud, en nuestro primer encuentro, de envolverme en la atmósfera de treinta años atrás... Yo tenía, en esa época, dieciocho años y medio; por lo tanto, el hecho de trabajar desde los ocho años y de haber dependido siempre de mí mismo, obligándome a una lucha solitaria y desigual en toda aglomeración humana que había frecuentado, me forjaron con aptitudes óptimas para adoptar apasionadamente todo lo bueno y mejor que hallara en el hombre y en la sociedad.

Y porque nací rebelde y enemigo de opresiones y de injusticias y por que la escuela de la vida me había duramente alicionado, al comunismo libertario me entregué en cuerpo y alma cuando a las puertas de mi conciencia llamaron sus alabanzos eufóricos.

¿Y cómo podía el destino obrar de otra suerte, si en aquellos momentos trascendentales la historia había imprimido ya en la comunidad hispana sus designios decisivos?

¡Cuán hermosa, cuán magnífica aquella eclosión desbordante de juventud libertaria! ¡Apenas traspasados los umbrales de la adolescencia y ya promesas sólidas y maduras del más bello y humano de los ideales! Amador Cordero, Benito Milla, José Peirats: tres botones de muestra entre tantos otros de aquella legión de Quijotes libertarios, cuyos corazones eran regados por una savia pura y joven y cuyas mentes respaldaban de horizontes infinitos. Niños-hombres, en cuya convicción e inteligencia descansaba ya los puntales genéricos del anarquismo español. Poetas románticos de un ideal eterno, que no necesitaban más que el fluido mágico de su verbo encendido para levantar las almas hasta regiones de éxtasis vivificante...

Municipios libres, fraternidad humana, cariño y respeto mutuos, educación y cultura, distribución equitativa de la riqueza producida, colaboración entusiasta y generosa en el trabajo y en la organización, cuidado amoroso de la infancia y de la vejez.

hombres y mujeres somos de cuerpo y de espíritu...

Y más y más, porque para que así fuese sólo hacía falta que tú y yo creyésemos en que el hombre podía ser feliz, inmensamente feliz, totalmente feliz, con muchas menos riquezas materiales y algunas más espirituales. ¿Qué podía interesarnos a nosotros la acumulación del capital individual, si poseíamos —y poseíamos siempre— las ganancias materiales y morales que nos serían indispensables en nuestro tránsito por la vida?

Todo eso lo sabían aquellos hombres imberbes y lo decían con un entusiasmo y una sinceridad profundas. Iluminados de tatta belleza, con afán de apostolado expandían la buena nueva entre los hombres sedientos de ventura, y los hombres creían en ellos y les seguían porque una voz interior les aseguraba que el comunismo libertario era posible, y no solamente posible sino indispensable a la obtención de su dicha sobre la Tierra...

Treinta años han transcurrido... ¡Treinta años! Tres veces el tiempo necesario para haber hecho de España el más fragante de los vergel y del español el más feliz de los mortales.

Con el alma desgarrada, las Juventudes Libertarias abandonaron la tierra que les vio nacer atógenos de la limosa hipócrita de un exilio degradante que, con desprecio, les dieron las naciones que les habían traicionado. Sus miembros que no habían podido incorporarse al éxodo sufrieron en el interior los rigores de un vencedor implacable y sin entrañas.

¿Cuántos quedan aún, y en qué situación, de aquellos jóvenes buenos, inteligentes y cultos? ¿Cuántos pisan todavía el suelo firme de esta tierra que ellos soñaban transformar en Edén? ¿Dónde estáis, vanguardia iluminada, desinteresada y altruista de la Confederación Nacional del Trabajo? ¿Por qué desiertos espirituales cabalgan tristes Rocinantes, caballeros de la hermosa figura y del amor a flor de labio, Quijotes liéridos del más bello ideal?

Allí donde os halléis, a vosotros va mi abrazo, mi cariño... y estas lágrimas fugaces que no puedo contener...

El discurso del payaso

HAY que tener la sangre de horchata para no decir nada respecto al discurso escrito por un escritor de profesión, y pasado por el radio español en la noche del 30 de diciembre y leído por el propio caudillo Franco.

No hay peor ridiculización que querer aparentar lo que no se es. El sabidondo que se encargó de escribir este chocho y anticuado discurso de fin de año 1965, tal vez supo lo que quiso decir; pero el que lo leyó, repitiendo, éste no lo sentía, no le salía de dentro. Tras atráparsele una y otra vez la lengua, más que un jefe de Estado dirigiéndose a la nación, se nos representaba una vieja cotorra legañosa, como decimos por allí.

No acertamos a comprender cómo en épocas como las que corren, se puedan decir tamañas sandeces, hacer tanto el ridículo, el perfecto payaso. Que no se nos confundan a todos los españoles por lo que éste dijera. Que no se nos mida con el mismo metro fascista elpardino, ni se nos compare al que leyó tanto papelorio en la noche del 30 de diciembre; es lo que exigimos. El hecho de que el *mesías* de Madrid «hable» con tanta pobreza,

poco nos importa a los exiliados, a la clase trabajadora en su mayoría; esto, sin contar con tantísimos hombres de letras que en España están, y que se avergonzarán, de tanta payasada.

Bien conocemos el paño, españoles que somos, sabiendo que el discurso de fin de año leído por Franco en el radio fue prefabricado, obra de encargo, aunque se introdujeran ciertas cosillas de actualidad, tales como el hecho de la intervención papal en la tregua de la guerra, para que durante los días de nochebuena cesaran de matarse los hombres, se bombardearan los pueblos indefensos, murieran tantísimos niños en el Vietnam. ¡Con tantos como mató y sigue matando en España, por balas y hambre, con la complicidad del propio Pablo VI y otros papas de Roma. Con tantísimos hogares como se desolaban en España, por orden de la entidad papal que ahora tanto blasona de justicia y paz en la tierra.

Nos alegramos de haber tenido ocasión y paciencia de seguir el discurso, desde el hilo hasta el ovillo, representándonos al que lo leía, ya cansado de tanto leer, con la sola compañía de su bendita señora. Pensábamos que hasta el propio Franco maldecía al que le escribió lata tan larga y complicada. Sería por eso que leía tan soso, con poca blanda, amorfía, y mil veces anodina. No sabía cuando empezaba o terminaba; si cuando desafiaba o gritaba. Todo lo recorrió en sesenta minutos de tabarra, para no enterarse ni el mismo de lo que aquí llo quería decir. Y todo porque al día siguiente, otro presidente, con su aparición en la pequeña pantalla francesa, Franco, una vez más y como siempre, quiso ser de los que van delante, como el cuanto del cabo gastador.

Aparentar, dar que hablar a los diarios de todas las naciones, publicar su retrato, ser comentado, discutido en la calle o en el café.

Estas son cosas, como decía mi pobre abuela, que en paz descansen: Hombre chiquitín, embustero y bailarín.

R. LONE RODAMA

EL TEATRO EN ESPAÑA

A propósito de la muerte de Alejandro Casona

SE me presentó por primera vez, en una tarde de sol, en el «Café Regina», de Madrid, de cara a la calle de Alcalá. Me traía palabras elogiosas de Enrique de Mesa, de Julio Romero de Torres, de Julio Camba y de nuestro paisano Pepín Díaz y Fernández. Casona era muy joven y ya le empezaba la calvicie. Ni alto ni bajo, usaba una chalina al desgaire. Era maestro de escuela y quiso saber mi opinión sobre su poesía «El Sapo», que traía en papel de barba y enrollado en lla mano. Me lo leyó y me pareció bien. Quedamos de acuerdo en quitarle algunas palabras poco poéticas e inarmónicas. El poema quedó limpio. Poco después su nombre se hace un relámpago y un trueno con el estreno de «Nuestra Natacha» que, desgraciadamente, con «El Divino Impaciente», que estrena José María Pemán por ese mismo tiempo, son las dos puntas de lanza de nuestra tragedia española. Claro

que «Nuestra Natacha» es obra muy superior a «El Divino Impaciente». Después vienen otras obras de Casona, unas en Madrid y otras en el destierro, como «La Barca sin destino», «La Dama del Alba» y «Los árboles mueren de pie». Durante la sangría española, nos agrara la tragedia entre dos fuegos, vamos de Palencia a León, de León a Asturias por Villabona, buscando el mar como nuestro propósito desde Madrid, y hallamos amigos de calor en Cangas del Narcea y en Pola de Allande. Subimos a lo alto de Cangas del Narcea y conocimos el pueblo de Besuyu con la casona que luego ha de tomar como apellido Alejandro Rodríguez Alvarez. El cielo estaba en nuestros brazos y abajo el río Narcea relumbra en truchas de plata.

Casona vivió bastantes años de destierro en la Argentina. Como Benjamín Jarnés, como Pedro de Répide, como el torero que nosca sus tablas,

La revolución social en España

(Viene de la pág. 4.)

mente se acusaban en la mayoría de los pueblos rurales.

El Consejo de Economía estudió detenidamente la cuestión y halló una fórmula que podía ser una solución. Para que fuera perfecta sólo le faltó haber precisado de una manera clara y concreta qué debía hacerse con las tierras incautadas. En las bases reguladoras y en el capítulo dedicado a la tierra, el Consejo de Economía estipula que la tierra pertenece a la nación y que debe ser apropiada la gran propiedad sin excepción y la pequeña correspondiente a personas desafectas al Régimen. Esta tierra, que no debe pertenecer a nadie, es decir, que no puede ser enajenada, ni vendida, ni hipotecada por ningún particular, debe entregarse a usufructo a las organizaciones obreras para que éstas la cultiven bajo el sistema y las bases que ellas mismas establezcan libremente tras amplia discusión. Pero tanto si se deciden por el sistema colectivista, como si prefieren el individualista, como si aceptan ambos métodos a la vez, la producción obtenida debe pasar íntegra a la cooperativa de producción y consumo que ha de crearse inmediatamente en cada pueblo para que ésta la distribuya. La adquisición de semillas, fertilizantes, maquinaria, etc., es misión propia de la cooperativa, como lo es asimismo el pago de los tributos, la venta de la producción, la gestión de créditos, la asistencia técnica y la creación y sostenimiento de escuelas técnico-profesionales, de laboratorios para el estudio de la genética de las plantas, de granjas experimentales, de sistemas de riego, etc. Una vez vendida la cosecha y atendidas todas las cargas que sobre ella gravitaran, el beneficio líquido, si lo hubiere, debía repartirse entre los labradores en proporción a los productos aportados por cada uno, reservándose la cooperativa el 10 por 100 de los mismos con destino al fondo de compensación del Consejo de Economía.

Esto hubiera sido una buena solución si al mismo tiempo se hubiese dejado bien establecido si la tierra debía parcelarse y repartirse entre todos los vecinos de cada pueblo para después de este reparto emprender la forma de cultivo que los parcelarios determinaran. Pero el Consejo de Economía no especificó esto, y sus buenas intenciones resultaron estériles, puesto que el potro de batalla lo constituía la cuestión del reparto.

El campesino, pues, prescindiendo del Consejo de Economía y se dispone a ensayar el sistema colectivista. Los Sindicatos poseen toda la tierra incautada. A la vez han incautado apenas de labranza, cosechas, abonos almacenados. Pero esto no basta para comenzar la explotación. Se necesita, además, dinero para poder abonar a cada trabajador el subsidio familiar necesario para subsistir en tanto se obtienen las primeras cosechas. Había cuentas corrientes embargadas por los Municipios y por los mismos Sindicatos, y a ellas se recurre. También se venden las cosechas requisadas y se comienza la faena. Lo más grave era que los colectivistas poseían más tierras de las que podían cultivar de un modo adecuado, en tanto que los pequeños propietarios no poseían la suficiente. Esto debía traducirse en una disminución de la producción que nadie podía aceptar en nombre de nada, sobre todo siéndonos tan necesario vivir de nuestros propios medios y atender a las necesidades de la guerra, cada día mayores.

No cabe duda que los trabajadores del campo han hecho cuanto les ha sido posible porque la producción no disminuía, convencidos de que la guerra había de ganarse tanto trabajando como guerrando. Pero tampoco cabe la menor duda que la producción ha disminuido debido a que no supimos conciliar en la práctica las dos tendencias que venimos señalando. Nosotros no queremos censurar ni criticar. Nos proponemos sólo exponer. Sin embargo, no podemos evitar que al señalar errores que lamentamos vivamente, nuestras opiniones personales se manifiesten. Ni podemos ni queremos. Los partidarios de las colectividades ocuparon desde el principio del movimiento la verdadera posición revolucionaria. No fueron respetuosos ni con los intereses ni con las personas. En algunos pueblos la colectividad fue posible gracias a la imposición de la minoría. Pero etc.), cuando se razona serenamente una vez pasada la borrasca, se verá que es propio de toda revolución. No se puede ensayar nada nuevo en el orden político, social y económico sin herir intereses que la vispera se consideraban sagrados y sin incurrir en errores de bulto. El error principal de

las colectividades campesinas ha estado en que sus partidarios no han sabido realizar la labor de captación necesaria para evitar enemigos y para atraerse por la persuasión a la mayoría. El sistema es bueno. Si las colectividades campesinas se afirman y se logra esquivar los escollos que han de presentarse el egoísmo de grupo, tan nefasto y reprochable como el individual, ellas serán el embrión de una sociedad nueva. Desde luego habrán salvado la economía nacional y habrán acabado al mismo tiempo con la ignominia representada por la explotación del hombre por el hombre. Es poco. Lo doloroso es que, habiendo podido llegar al mismo resultado sin crearse antipatías, en algunas poblaciones se ha hecho el sistema inaplicable en un sentido general, debido a la falta de tacto de los colectivistas.

Nosotros hemos observado en numerosos pueblos rurales que no se exponen razones de peso contra las colectividades. Incluso sus naturales enemigos, los grandes propietarios desposeídos, encuentran que tienen un valor indudable, infinitamente superior en todos los órdenes al sistema fenecido. Lo que se critica no es el sistema en sí, sino los medios de experimentación. Es decir, que si la colectividad se hubiera organizado por libre acuerdo de sus componentes, y atendiendo a las razones que exponían los pequeños propietarios, con toda seguridad se habría llegado al mismo resultado, aunque con mucha menos oposición.

De todos modos, la labor constructiva en el campo ofrece enseñanzas de todo orden que conviene tener presente y que van a sernos muy necesarias para estructurar la nueva economía cuando la guerra termine. Los errores de que adolece esa labor son naturales y los observaremos en toda

obra nueva. Nadie es capaz de trazar y aplicar un plan absolutamente perfecto. Mucho menos en cuestiones en las cuales ha de intervenir la muchedumbre. Los que hacen labor en contra de las colectividades, no teniendo en cuenta sino los errores en que han incurrido, son tan injustos como los que las combaten porque han herido sus intereses particulares o porque no les han permitido redondear su hacienda propia anexionándole una parte de las tierras incautadas a los fasciosos.

Las colectividades campesinas han hecho mucho bueno a pesar de sus errores. Ha animado a nuestros camaradas del campo una buena intención indudable y un sentido claro de la obra revolucionaria. Lo prueba el hecho de que cada día se rectifican algunos de esos errores y lo prueba también el sacrificio que en la mayoría de los pueblos se han impuesto los colectivos. Es sencillamente comovedor que en casi todos los pueblos los componentes de la colectividad trabajan al día diez, doce y hasta catorce horas y cobran salarios hasta de ochenta céntimos. Este espíritu de sacrificio que están haciendo claro de nuestros campesinos alienta en nosotros las mayores esperanzas. Los que sólo saben censurar debían darse un paseito por esos pueblos rurales y observar lo que en ellos se viene haciendo. Indudablemente hallarían que las cosas se pudieron hacer mejor, pero no dejarán de reconocer que con todas sus equivocaciones los creadores de las colectividades han realzado lo único serio que en el sentido de la reconstrucción de la economía en el orden revolucionario se ha hecho en España desde el 18 de julio de 1936.

(Del debate sobre Problemas de la Revolución en Valencia, 1937.)

COMUNICADOS

S. I. A. DE MONTAUBAN
Convoca a todos sus adherentes y amigos a la asamblea general del domingo, día 13 de marzo, a las diez horas de la mañana, en el Café de la Comedia. Orden del Día de interés para todos, rogándose numerosa asistencia. Invitación que hacemos extensiva a las localidades próximas a esta villa.

EXITO ARTISTICO
TOULOUSE. — El grupo artístico «Terra Litore» formado por artistas aficionados pertenecientes a la Confederación Nacional del Trabajo ha dado en Toulouse una interesante función a beneficio de la Cruz Roja de la República Española. En el programa hubo representaciones teatrales de obras españolas y francesas, música —española y extranjera— danzas, recitados, etc. El éxito ha sido patente. (O.P.E.)

F. L. DE DECAZEVILLE
Ruega a todos sus afiliados asistan a la asamblea que tendrá lugar el domingo, día 13 de marzo, a las nueve y media.

EN BURDEOS
Domingo 13 de marzo
Organizado por la Liga de Mutillados e Inválidos de la Guerra de España en el Exilio y con la participación de los grupos artísticos «Cultura Popular» y «Cruz Salido», se celebrará una representación teatral en el Foyer Municipal «Salle Son Tay», bajo el siguiente programa:

F. L. DE TOURS
Convoca a todos sus afiliados a la asamblea general que tendrá lugar el domingo 13 de marzo, a las nueve y media de la mañana en la Bolsa del Trabajo.

EN BURDEOS
Domingo 13 de marzo
Organizado por la Liga de Mutillados e Inválidos de la Guerra de España en el Exilio y con la participación de los grupos artísticos «Cultura Popular» y «Cruz Salido», se celebrará una representación teatral en el Foyer Municipal «Salle Son Tay», bajo el siguiente programa:

F. L. DE DRANCY
Convoca asamblea para el día 13 de marzo. Exposición y análisis de los acuerdos recaídos.

1.º «Le communaliste est bon enfant». Comedia en un acto de G. Courtelline.
2.º «Retablillo de Don Cristóbal». Sugestiva comedia en un acto de Federico García Lorca.
3.º Cuadro folklórico.
4.º Continuación de «Los motivos del lobo», de Rubén Darío.

CALENDARIO S.I.A. - RUTA DE CARACAS
Quedan a disposición de los compañeros varios ejemplares de este artístico y útil Calendario a precio voluntario con destino integral a la suscripción por compañeros Ancianos o Inválidos. Pedirlo a esta Administración.

PRO COMPANEROS ANCIANOS
Cordes (Tarn): N. Gutiérrez, 13 F. Allevard; Perelra, 15. Villeurbanne: Ballesta (Fachet), 23. Roanne: Antonio López, 10. Castres: Henri Bas, 3. Ruell-Malmanson: Juan Castillo, 13. Perigueux: Orellana, 13. Le Havre: José Vidaller, 63. Paris: Gual, 5; Una compañera, 10; Durán, de Ivry, 10; Berthe et Jacques, 10; Pradas, 5; Mante, 10. Total, 203 F.

EXPOSICION DEL LIBRO ANARQUISTA
Tendrá efecto del 6 al 13 de marzo inclusive en Montpellier y en el local de S.I.A., 21, rue Vallat, a cargo del Groupe Anarchiste Français. En esta venta-exposición figurarán obras de J. Grave, P.-J. Proudhon, Bakunin, Kropotkin, S. Faure, E. Malatesta, L. Lecoln, Ch. A. Fontenay, R. Rucker, Han Ryner, Max Stirner, W. Godwin, A. Lorenzo, M. Mella, P. Vallina, E. Relgis, G. Nicola, etc., unos en francés y otros en español. Invitación a todos, especialmente a los compañeros españoles. Horas de apertura: de las 17 a las 20, en días laborables, sábado de 15 a 20, y todo el día los domingos.

BALANCE VENTA TURRONES
Total global ventas. 4.537,95
Importe total fact. 2.955,87
Envios, sellos y gastos diversos, transportes... 203,50
Deducciones por dinero sobrante y turrones no servidos. 74,50
Total... 3.273,85 3.273,85
Beneficio total... 1.264,10

F. L. DE PARIS
Celebrará asamblea el domingo 13 de marzo a las 9 y media de la mañana. Se ruega puntualidad y asistencia.

F. L. DE TOULOUSE
El sábado día 12, en nuestro domicilio social de la Bolsa del Trabajo y a las 9 de la noche, esta F. L. celebrará Asamblea general.

S. I. A. DE NIMES
Sábado 10 de marzo, asamblea general de afiliados y simpatizantes en el local social.

ADMINISTRATIVAS
—Gutierrez, Montreal (Canadá). Recibidos cheque y carta. De acuerdo con lo que indicáis para el futuro.
—Casals, Combs-la-Ville. Recibido giro de 47 frs. Distribución indicada.
—Martín José, Montmorency (S. et O.) Recibido giro 40 frs. pagas «C. S.» y «Umbral» hasta el 30-6-86.
—Torres José, Marseille. Recibido giro 25 frs. Pagas «C.S.» hasta 31-12-66.
—G. Rondós, Thuir (P.O.) Giro de 30 frs. «C. S.» 390 y «Umbral» 49.

REUNION DES AMIS DE HAN RYNER
Dimanche 13 mars à 14 h. 45, 114 bis, rue de Vaugirard. Causerie de Louis Simon: Charles Baudouin, l'homme, le penseur, le poète, l'ami. Invitation cordiale aux sympathisants.

NOTA A TENER EN CUENTA
Para los efectos de giros, no enviar a nombre de «Combat Syndicaliste» o «Umbral» o «Librería», Correes pone inconvenientes, y los giros son devueltos. Detallando el destino en el dorso del talón, los envíos deben ir dirigidos a nombre de Soriano y a su CCP 14103 62, como indicé el periódico, o a nombre de Roque Liop 24, rue Ste. Marthe, Paris (X), CCP 13507 56.

LE N° 80 des Cahiers des Amis de Han Ryner est paru. (3, Allée du Château, 93-Pavillons s-Bols). Au sommaire: Vingt années, par Louis Simon; Ce que je dois à Han Ryner, par Georges Pion; Les Exclaves, par Jacques Fréhel; de Han Ryner: sur Octave Mirbeau, deux songs de Néo-Stoicus, dialogue inédit, etc.

CORREO DE REDACCION
—M. T., Grenoble. El comunicado lo pasamos al Boletín Interior por ser la norma establecida.
—M. O. Por razón parecida, lo desistiremos al Boletín si no dispones lo contrario.

Alfonso SANCHEZ DE HUELVA

SINGLE SOCIAL
59, rue de la Tour d'Auvergne
Paris, IX^e - Tél.: TRU. 78-64

Administration
BORIANO J.
Fontenay-sous-Bois (Seine)
C.C.P. 14.103-82 - Paris

ABONNEMENTS
Six mois : 13 F
Un an : 25 F

24, r. Ste-Marthe, Paris, X^e
Tél. BOT. 22-02
Tél. Imprimerie : BEL. 27-73

LECOMBAT

SYNDICALISTE

3 PAGINAS EN ESPAÑOL

VIAJE LIBERTARIO A TRAVES DE AMERICA LATINA

(Fragmento de un trabajo de Max Nettlau.)

CUANDO los capitalistas no imponen huelgas ruinosas a la F.O.R.A., se ve obligada a permitirlas no vean aquella situación con buenos ojos. Prueba de ello que sigueron con interés el esfuerzo de compañeros que acumulaban una cantidad importante de materiales nuevos al animar el Suplemento de *La Protesta* y editar los numerosos libros y folletos de aquella editorial precisamente cuando las ediciones libertarias eran difíciles en España a consecuencia del régimen dictatorial. Renació la vida intelectual del tiempo de Gori y estuvo en buen camino hacia 1930, cuando se interpuso en septiembre la dictadura argentina. Desde entonces pareció general el deseo de no mantener disidencias, de reflexionar y buscar un terreno de concordia. Lo atestiguan las tesis de los presos de Villa Devoto publicadas en enero de 1932 y la importancia del Segundo Congreso Anarquista de Rosario (13 y 17 de septiembre del año 1932). Se comprendo que la F.O.R.A. no era lo único; que faltó mucho que hacer al dedicarse exclusivamente a las huelgas del momento aquella organización, huelgas que no tenían fin, que no dejaban espacio para pensar en otra cosa y que iban envenenándose y complicándose de día en día. Cuando los trabajadores bonaerenses acababan de ganar una enérgica huelga contra poderosa empresa de capital norteamericano, es muy probable que la victoria fuera aprovechada para reaccionar contra ella el Poder, siendo aquella reacción el punto de partida que permitió la intriga de sustituir a Irigoyen (que tenía en su hoja de servicios las matanzas de Santa Cruz) por el dictador Urburu, quien invadió la capital argentina con fuerza armada. Las huelgas habían absorbido excesiva actividad. Se comprendió en 1932 en momentos repressivos y se trata de superar aquel estado de cosas. Creo que está ya dado el paso definitivo al comprenderse generalmente en la Argentina la necesidad de ampliar e intensificar los esfuerzos libertarios.

con el pasado por las cartas de 1872 con el sello «Sección Uruguaya de la Asociación Internacional de los Trabajadores», Montevideo; por un periódico, *El Internacional* desde 5 de mayo de 1878 a las tres series de *La Solidaridad* actual, que empezó el 15 de julio de 1912, precedida de *La Derivación* y de *La Emancipación* del 1.º de mayo de 1907, órganos siempre de la F.O.R.U. (Federación Obrera Regional Uruguaya). Hubo muchas series de periódicos anarquistas y sindicalistas, como series de folletos y revistas y poca literatura libertaria vehemente, una literatura que podría calificarse de poco prudente. Ignora el carácter sosegado se debe a la vida tranquila del país uruguayo o a la vecindad de Buenos Aires, que atrae a los espíritus más expansivos, caso de los escritores y artistas de combate, algunos de los cuales procedían de Montevideo. Ha debido darse en la capital uruguaya una propaganda constante y múltiple, pero no me sería posible destacar un nombre prestigioso en el Uruguay en el curso de este siglo. Las publicaciones matoristas y los *Studi Sociali* de Fabbri proceden de Montevideo, siendo inapreciables para la historia del Movimiento italiano. Se produjeron traducciones escogidas, pero —y probablemente debido a mi falta de información— sin que añadieran nada nuevo a las características de nuestra literatura.

una explotación capitalista extrema, explotación que fomenta una esclavitud particularmente ruda y monótona para extraer del suelo productos minerales de curso universal. Por los puertos chilenos del Pacífico entraron las ideas socialistas de procedencia norteamericana, particularmente las de los I. W. W. (Trabajadores Industriales del Mundo) que tenían cierto vigor y cierto impulso, pero nada tenían de libertarias. También entraron en Chile las tácticas bolcheviques. A consecuencia del lado flojo de América latina, a consecuencia de su carácter débil en cuanto a las ideas, cundió en el continente el autoritarismo con más eficacia que la fascinación prebolchevique que afectó a mucha gente en la Argentina.

por MAX NETTLAU

el grupo «Los hijos del Chaco», manifiesto intervenido y perseguido por las autoridades y que parece ser el primer documento libertario. El primer periódico libertario de que tengo noticia es *El Despertar*, órgano de la Federación Regional Paraguaya (Asunción) 1.º de mayo de 1906. La misma organización publicó *La Huelga*, conferencia de Rafael Barret en aquel 1.º de mayo, un folleto de 11 páginas en 12.º, *Renovación* de 1920 apareció todavía en 1926, último órgano que he podido ver. Por entonces apareció una serie de folletos editados por la Agrupación «El Combate».

Junto al esfuerzo de algunos grupos y al esfuerzo sindicalista del Centro Obrero Regional del Paraguay, que existía sin la guerra del Chaco y la dictadura que han paralizado la vida intelectual y moral, se dio la extraordinaria figura de Rafael Barret. Había ya pasado un poco de largo ante ella, lo confieso, porque había quien hablaba un poco en exceso de sus grandes dolores, de su tragedia, de su tolstoisismo (en el sentido de la pasividad) y hasta quedaba cubierto de cierta inundación verbal como en cierto librito de Buenos Aires. Creo que Barret es realista, incisivo, maestro en la lucha pamfletaria en el mejor de los sentidos; fue tal vez la primera inteligencia literaria entre los que nutren las columnas de la prensa libertaria de su lengua, y si hubo quien demostró más espíritu y más verbo que Barret, si se dio el caso de un Giraldo, carece del fondo ético que tiene aquí, fondo admirable, digno de que se haga de él un atributo vital en vez de cubrirlo de lágrimas.

Hay en su obra pensamientos anarquistas, capaces de servir de base a nuestras reflexiones futuras sobre el tema, desflorando apenas por un análisis serio, y hay también una tremenda crítica expresada en forma inusitada. Es necesario restaurar la figura de Barret, su vida y su obra. Para superar los bosquejos biográficos es preciso ahondar en los datos directos, huyendo del que no pueda tener autenticidad. Poco se yo de aquel hombre; lo que se publicó sobre él después de 1930 me es desconocido. Si pasamos del Paraguay a Chile entramos en un triste solar autoritario militarista, de clima duro, y con

La propaganda anarquista debió ser muy débil antes de 1890. Venos, por ejemplo, una carta de Chile en *Solidaridad* de Sevilla, 10 de noviembre de 1899, sin que en ella se haga referencia a aquella propaganda, pero *El Oprimido* apareció en 1893; en Santiago (el número 2) y en Valparaíso (el número 4). Hubo cierto número de pequeños periódicos por el estilo en fechas esparcidas hasta 1913 y sin duda posteriormente. *El Acraza*, *La Campaña*, *La Agitación*, *La Rebelión*, *La Luz*, *La Revuelta*, *La Protesta*, *Luz y Vida*, etc. Hubo también órganos de oficio como uno en 1905 en Santiago, *El Alba* de la Federación de Trabajadores en Chile (Santiago); *La Batalla*, periódico anarquista (1912) fue de larga duración hasta 1926 o más. No faltaron otros órganos desde 1920 a 1930, pero en un tono más precario cada vez.

Poco influidas las masas obreras por las ideas anarquistas y por el movimiento sindicalista, se impresionaron ante el brio de los I. W. W. y también ante las promesas comunistas. La juventud de las Escuelas, respondiendo al movimiento expansivo, produjo la revista *Claridad* —a imagen y semejanza de *Clarité* de París—, que bien pronto recibió la influencia de algunos intelectuales de aspecto solvente, pero manipulados, en realidad por comunistas tipo Barbuse. Descendió el precio del nitrato y se dieron casos extraordinarios de intrusismo yanqui, provocando la reacción del nacionalismo chileno, que llegó al rojo vivo, con las consiguientes variedades escenográficas, después de caer Ibañez y del régimen Grove, etc. En resumen ocurrió en Chile, con la diferencia de que en Chile los sindicalistas de la Confederación General de Trabajadores hicieron causa común con Grove, comprometiéndose hasta un punto que ignoro, como ignoramos también si se rehicieron. Los anarquistas quisieron organizar su primer Congreso a fines de 1933. No sé si esto último significa que se suelten las amarras de las organizaciones autoritarias que sólo hubieran podido soterrar las ideas libertarias apenas nacidas en un medio duro poco propicio.

(Terminará)

17 de abril de 1966

NO se trata de una de las fechas de las catalogadas como históricas. Es un día simple que se acerca con una promesa para nosotros: la de la Jornada Confederada del año, el día que reúne a toda la familia confederal y libertaria de la región parisina y extensiones, en haz apretado de hermandad, o compañerismo. En nuestra Jornada no hay diferencias de nación ni clima, ni siquiera de posiciones. Es la fecha de todos, y conjuntamente a su esplendor todos contribuimos. Al llamado de la Confederación Nationale du Travail con sede en la «Tour d'Auvergne», franceses, españoles, italianos y búlgaros (y queda abrazo para otros) nos movilizamos presurosos a fin de que Mitin matutino y Festival tardero adquieran la fuerza expansiva y solidaria de costumbre por crédito de una A.I.T. y que la publicidad enemiga tanto nos regatea.

El censo de compañeros italianos en esta región no es muy crecido en razón a la inexistencia de dictadura en su tierra de origen; el número de compañeros búlgaros no es muy amplio comparado con el de los españoles, si bien son bastantes y muy estimables por su fuerza de inteligencia y de emoción ideológica. Lo cual certificamos por haber convivido con ellos. Los amigos franceses, sindicalmente minoritarios, empiezan a registrar altas de compañeros jóvenes excelentemente preparados, y contando con la atención y el entusiasmo de éstos y de los bregados se puede predecir una participación compañeril francesa de gran estima. En cuanto a los españoles, veámoslos —veámoslos— por ahí siempre numerosos, bulliciosos, en pro a la solución de problemas interminables, prueba de dinamismo y calor de vida, que no siempre se reduce a una exteriorización de caracteres meridionales, sino que a menudo aporta colaboración y gestos de provecho.

Queda otra perspectiva saludable referente a los libertarios de la ville lumière, con sus grupos erróneamente interpretados estáticos, en pausa de crisis, cuando por fortuna es lo contrario. Según relación habida con ellos, una corriente juvenil libertaria se está incrementando con vigor y seguridad, fenómeno éste muy halagüeño para cuantos, individuos u organismos, nos reclamamos de procedencia moral bakunista. Ya era hora de que los

Fluorescencias

1
Todo acto de libertad y justicia en el cual ponemos nuestro impulso, nuestro pensamiento y nuestra acción, es, en principio, salubre, aunque algunas veces las más bellas acciones y los mejores anhelos sean echados en el pantano del retroceso al tropezar con el lastre de una multitudinaria fuerza inconsciente.

2
Es cierto que SI SE QUIERE no existe nada que al individuo le implique rebelarse contra el yugo que lo oprime.

3
No venimos a la vida a sufrir; pero el cruel desorden actual todo lo dispone a propósito para hacer del ser humano un verdadero habitante del «valle de lágrimas» que los sacerdotes de todas las sectas han prometido hasta alcanzar el «más allá...», mientras que ellos la han gozado y la gozan de lo lindo acá.

4
Los progresos de la ciencia —de los rusos, norteamericanos... y etc.— no pertenecen, como lo pretenden sus mandamases, a esos Estados. El progreso en el campo de la ciencia, como en todos los campos habidos y por haber, pertenece y es obra de la humanidad en pleno.

5
SUENO DEL HOMBRE
Respiraré un segundo en la pradera, deshojaré mi canto en la colina y cuando el sol enrojecido muera me bañaré en su sangre purpúrea. ¿No he de romper mi numen? Algún día la débil barca llegará a la rada... Y aquella vieja ruta de agonía quedará muy atrás, abandonada... SI; he de cantar aunque mi estrofa [de] un himno raro de dolor callado que el vano mundo entre mi pecho [te]. Y cuando escuche de mí llamada [grito], partiré cual piloto entusiasmado hacia ese mal azul del infinito. COSMOS

PARIS, PALACIO DE LA MUTUALIDAD PARA EL 17 de ABRIL PROXIMO: Fiesta Fraternal y Solidaria

Bajo los auspicios de la Confédération Nationale du Travail Prosiguiendo el orden del Programa que se va gestando, hoy nos cabe la satisfacción de presentar a la simpática y brillante artista

YVONNE SOLAL

ventajosamente conocida de nuestro público por haber presidido varios de estos Festivales de Arte y de Solidaridad obrera cada uno de los cuales parece inaugurar la Primavera cenetista de cada año. YVONNE SOLAL está dispuesta a encontrarse, el 17 de abril que se aproxima, con la numerosa concurrencia internacional e internacionalista que al influjo de la bondad y de lo fraternal obrero se acumula anualmente en nuestro Festival del Palais de la Mutualité. Mezclada a la buena plana de artistas que vamos presentando, YVONNE SOLAL nos complacerá con sus donosas travesuras de dama que sabe presentar espectáculos al gusto de un público —el nuestro— que tanto conoce y estima.

Las FP. LL. vecinas y los compañeros de donde sea que se propongan acudir al Festival, deben apresurarse a pedir entradas, si es que tratan de coger plazas bien situadas.

YVONNE SOLAL

DE MI CALENDARIO Las ventajas del exilio

16 DE MAYO por Eugenio Reglis

EL exilio no es siempre lo mismo, en sus características y repercusiones, para el prófugo solista y los emigrantes políticos que constituyen agrupaciones o bien organizaciones y respaldadas por sus compatriotas establecidos desde mucho tiempo en los países hospitalarios. Un ruso, un búlgaro, un húngaro que ha logrado salir de su país sometido a un régimen opresor y desembarcar en las tierras americanas, tiene que enfrentar la tremenda soledad en medio de una sociedad que lo desconoce, y volver a empezar desde cero la «lucha por la existencia». Este destierro, aun si tiene algún amigo o pariente, no goza del apoyo firme y hasta generoso de una colectividad nacional con sociedades mutualistas, clubs, hospitales, grandes empresas económicas e instituciones culturales. Esta colectividad es como una «patria chica» en la nueva patria; y esta última es, en gran parte, obra de las emigraciones anteriores, durante varias generaciones y aun durante siglos. Es el caso de los españoles, los portugueses, los italianos, especialmente en la América latina, y aun de los franceses, alemanes, judíos, sin olvidar a los anglosajones en Norteamérica.

Si el exilio individual es muy a menudo trágico, es también una escuela de energía, una prueba de resistencia, el descubrimiento de posibilidades insospechadas en el país natal. Hablar de las ventajas del exilio, ya no es en nuestros días abandono, ofensa o traición para con la «madre patria». Al contrario, las emigraciones políticas se vuelven tan propicias a los verdaderos intereses de la patria de origen, como fueron antes las emigraciones económicas en masa. En este sentido, el ejemplo de los españoles —casi un millón en varios países americanos y europeos— que prefirieron cultura a la dictadura Franco-falangista, es imponente e instructivo por su amplitud y diversidad social e ideológica.

«En nuestra emigración —escribía Manuel Díaz Marta en una serie de artículos, CNT, México— se encuentra una representación auténtica y completa de la sociedad española, que abarca desde los humildes obreros a profesionales destacados, comprendiendo agricultores, industriales, comerciantes, militares y empleados. Abundan las personas que tenían reconocido prestigio cultural o que lo han adquirido en el destierro, como pueden atestiguarlo los claustros de tantas Universidades de América y de Europa que han incorporado a emi-

tido hasta ahora los países acogedores, que en justa compensación a su hospitalidad han cosechado frutos de la intensa actividad cultural y económica desplegada por los emigrados. Pero no es aventurado predecir que el país de origen, España, ha de beneficiarse en un futuro cercano de tantos y tan duros trabajos y peripecias como han pasado sus hijos... Estos testimonios acerca de la emigración española, valen para las otras emigraciones y los países respectivos. Y quizás mucho más para los exiliados de lejanos países, de la Europa oriental —satélites en la órbita de una despiadada dictadura que se quiere mundial—, solitarios y fieles desterrados que siguen, en América también, su penoso trabajo, sin embargo redentor, para los hermanos amordazados de hoy y para los libertadores de mañana.

La revolución social en España

LABOR CONSTRUCTIVA EN EL CAMPO

por R. N. H.

CON el sistema de incautaciones determinado por las circunstancias se planteó en seguida en las poblaciones rurales un problema de una delicadeza extraordinaria, singularmente en Cataluña y Levante. Ya sabemos que existía un acuerdo firmado por todos los partidos del Frente Popular y por las dos centrales sindicales, por el cual nos comprometíamos todos a respetar la pequeña propiedad, siempre, claro está, que el pequeño propietario no fuera fascista. Haciendo honor a este acuerdo desde un principio se empezó por respetar la pequeña propiedad, pero no al pequeño arrendatario. Las tierras arrendadas en parcelas que constituyen la gran propiedad en las dos regiones mencionadas, fueron incautadas casi totalmente. No se cobra al colono o arrendador el canon correspondiente, pero tampoco se le autoriza para continuar cultivando. De otra parte, toda la tierra expropiada pertenece en usufructo a los Sindicatos de campesinos, que deben cultivarla como sea más conveniente, mas no fomentando la pequeña propiedad. Incluso a los labradores pertenecientes a lo que se ha venido llamando la burguesía rural, que no hicieron causa común con los factiosos ni estaban calificados por sus ideas políticas como desafectos al Régimen, se les expropiaba cuanto ellos no pudieran cultivar directamente, por si y

con ayuda de sus familiares. Se pretendía así acabar con el asalariado. Los jornaleros del campo, propiamente dichos, se encontraron de la noche a la mañana en posesión de la casi totalidad del término municipal y orientados por la minoría rebelde, que en todos los pueblos contribuyeron siempre a mantener vivo el fuego de la insuñisión, se dispusieron a organizar la economía en régimen colectivo. No todos comprendían ni apetecían el sistema. Pero como la tierra y los útiles de producción estaban en manos de las organizaciones obreras, no había otro camino que aceptar ese sistema o emigrar. Por su parte, los pequeños propietarios, generalmente individuos amantes de la independencia personal, que habían luchado toda su vida imponiéndose privaciones y haciendo prodigios de economía y de resistencia física para ir adquiriendo la parcela necesaria para no depender de ninguno y no morir de hambre, esperaban no sólo que se les respetara la pequeña hacienda a tanta costa adquirida, sino que se hiciera un reparto equitativo de toda la tierra del término y se adjudicara a cada vecino el lote que fuera capaz de cultivar con el esfuerzo propio. Si después de esto se tomaba el acuerdo de colectivizar, podía colectivizarse. Si las opiniones estaban divididas se podía emplear el método individual y el colectivo, con sólo que los

colectivistas unieran sus parcelas y se lanzaran al ensayo. Naturalmente esta iniciativa no tiene aceptación. Los Sindicatos se han comprometido a respetar la pequeña propiedad, pero no a fomentarla. La tierra incautada no debe repartirse. Pertenece a la colectividad y únicamente tiene derecho a usufructuarla quien se una a la colectividad y haciendo donación de cuanto posea acepte la nueva ordenación de la economía.

El conflicto no tenía fácil solución. El pequeño cultivador no ve con simpatía el experimento que se proponen realizar los sindicatos. El suspiro siempre por la conquista de una forma de vida independiente, aunque no ociosa. Es fieramente individualista. Unirse a los demás y trabajar en el lugar que se le señale, sin que él pueda disponer libremente de sus cosechas ni dar a la tierra la labor que su experiencia y su gusto le dictan, le parece un retroceso. Y no cree. Aboga por que la tierra se distribuya equitativamente. Expone las razones que se apoya, y como estas razones las comparten muchos de los jornaleros pertenecientes al Sindicato, ganan adeptos, se atraen a cuantos soñaron siempre con ser propleta-

rios exclusivos de la tierra que se sienten capaces de fecundar con el propio esfuerzo. Los partidarios de la colectivización no están dispuestos a ceder de ninguna manera. Ellos ocupan la verdadera posición revolucionaria. El reparto equivale a la creación y consolidación de la pequeña burguesía y a mantener en vigor el absurdo sistema que tan prodigo ha resultado en calamidades y desdichas. No cederán a ningún precio. El que quiera participar de las conquistas de la revolución ha de sumarse sinceramente a la nueva corriente y aceptar el sistema colectivista, que es el germen de una sociedad sin hambrientos y sin amos.

Este conflicto existía en estado latente en la mayoría de los pueblos rurales al constituirse el Consejo de Economía de Valencia. Harto se comprendía que de no lograr llegar a una solución de concordia, la economía, en general, había de resentirse y sería además muy difícil evitar choques violentos entre los partidarios de las dos tendencias que tan fuerte-

(Pasa a la pág. 3)

Le Gerant responsable
YVES OBEUR
Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevrel
Chéroy-le-Roi (Seine)